

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/Q/PAK/1/Add.1
IP/Q2/PAK/1/Add.1
IP/Q3/PAK/1/Add.1
IP/Q4/PAK/1/Add.1
4 octobre 2004

(04-4141)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

EXAMEN DE LA LÉGISLATION

PAKISTAN

Addendum

Le présent document contient la réponse de la délégation du Pakistan à une question additionnelle qui lui a été posée par la Suisse dans le cadre de l'examen de la législation du Pakistan entrepris par le Conseil à sa réunion des 27 et 28 novembre 2001.¹

I. RÉPONSE À UNE QUESTION POSÉE PAR LA SUISSE

D. PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS NON DIVULGUÉS

Question additionnelle:

En ce qui concerne la question de l'exploitation déloyale dans le commerce de données communiquées par un déposant à l'organisme public compétent dans le cadre de la procédure d'autorisation de mise sur le marché d'un produit pharmaceutique ou d'un produit chimique pour l'agriculture, veuillez préciser si l'organisme public compétent exigera d'un second déposant demandant une autorisation de mise sur le marché pour un produit similaire ou identique qu'il fournisse autant de données que le premier déposant.

À compter du 1^{er} janvier 2005, les brevets relatifs aux produits pharmaceutiques et aux produits chimiques pour l'agriculture seront délivrés en vertu de l'article 1 3) de l'Ordonnance de 2000 sur les brevets. La question de l'exploitation déloyale des données communiquées à l'organisme public compétent a été traitée dans les réponses à la dernière série de questions (question 11 de la lettre n° Econ. 1/39/2001-TRIPS de la mission pakistanaise, datée du 25 février 2002)²; ces réponses décrivent la protection accordée aux renseignements non divulgués en citant des dispositions de diverses lois.

¹ Le compte rendu de la réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/34.

² [Note du Secrétariat] distribuée sous couvert du document IP/Q/PAK/1.

Quant à savoir si un second déposant demandant une autorisation de mise sur le marché pour un produit similaire ou identique à celui du premier déposant serait tenu de fournir le même volume de données, la réponse – *a priori* – est négative, car à toutes fins pratiques cette demande serait traitée séparément, en tant que nouvelle demande.
